

## Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

### Absents :

## Mise en accessibilité des bâtiments de la Ville Application de la loi Handicap Mise en oeuvre des agendas d'accessibilité programmée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005 dite loi Handicap, a apporté des évolutions fondamentales pour répondre aux attentes des personnes handicapées. Elle a défini les moyens de la participation des personnes handicapées à la vie de la cité et a créé l'obligation de mise en accessibilité des bâtiments et des transports dans un délai maximum de 10 ans.

Toutefois, bien que la loi Handicap ait constitué une avancée importante en matière d'accessibilité, elle n'a néanmoins pas été suffisamment suivie d'effets.

L'échéance de 2015 pour la mise en accessibilité du cadre bâti et des transports sera difficile à respecter pour nombre d'acteurs publics et privés. Dans cet objectif, la loi du 10 juillet 2014 habilitant le gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité vient renforcer et compléter la loi du 11 février 2005. Ainsi, par ordonnance du 25 septembre 2014 des modifications ont été apportées aux dispositions législatives de la loi Handicap. A compter de cette date et avant le 27 septembre 2015, les gestionnaires des établissements recevant du public (ERP) ou les installations ouvertes au public (IOP) ont désormais la possibilité, pour mettre leurs bâtiments en conformité avec les obligations légales, de s'engager par la signature d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap). Cet acte d'engagement volontaire ne se substitue pas à la loi de 2005 mais la complète.

L'Ad'Ap est un document de programmation pluriannuel, qui précise la nature des travaux et leur coût et engage les gestionnaires d'établissement dans un délai de 1 à 3 ans pouvant aller, à titre dérogatoire jusqu'à 9 ans, dont ce sera le cas pour la Ville de Montpellier.

Ces agendas s'adressent aux maîtres d'ouvrages et aux exploitants d'établissements recevant du public. L'engagement à entrer dans la démarche Ad'Ap devra être acté auprès du Préfet avant le 31 décembre 2014 et les dossiers remis au plus tard, le 25 septembre 2015. Les projets Ad'Ap devront être validés par le Préfet. Cette validation permettra ainsi d'entériner l'échéancier pour la mise en accessibilité. L'Ad'Ap est un engagement irréversible et un dossier validé devra être mené à son terme. Pour cela le dispositif comportera des points de contrôle réguliers et une validation à son terme. Des sanctions pénales et financières seront appliquées en cas de non-respect de l'Ad'Ap.

Aujourd'hui, le bilan des actions menées par la Ville en matière d'accessibilité, se concrétise par son engagement dans la réalisation des diagnostics obligatoires sur les établissements recevant du public. Au vue des diagnostics effectués en 2008, l'estimation du coût des travaux s'élève à près de 40 M€ pour 290 ERP concernés soit un effort financier annuel de 4,4 M€ pour la Ville.

Un subventionnement du FIPHFP de l'ordre de 400 000 € pourrait être alloué à la Ville, pour l'ensemble des bâtiments comportant des postes de travail.

Par ailleurs, en Commission Communale pour l'Accessibilité – animée par la Ville – il a été défini en concertation avec les associations que la priorité serait donnée à la mise en accessibilité des Maisons Pour Tous.

Ainsi, des travaux ont déjà été réalisés sur le Centre Culturel Rabelais, la Maison Pour Tous Villon, le Rockstore, l'ancien Hôtel de Ville. Des travaux sont actuellement en cours sur la Maison Pour Tous l'Escoutaire.

Parallèlement à ces actions, a été mise en service la Cartographie sur Internet, indiquant le niveau d'accessibilité des bâtiments audités par la Ville, le Centre Communal d'Action Social, le Conseil Général de l'Hérault, la Région Languedoc-Roussillon, ainsi que l'accessibilité des transports, trottoirs, places de stationnements, passages piétons...

Enfin, ces premiers chantiers ont eu pour but de définir une méthodologie de travail et mettre en exergue les travaux connexes non négligeables qu'implique la mise en accessibilité.

Compte tenu de ces décrets et afin de se mettre en conformité avec la législation, il est proposé de déposer auprès du préfet, l'engagement à entrer dans la démarche d'agenda d'Accessibilité programmée, afin de poursuivre les actions de mise en accessibilité déjà entreprises.

#### **Après examen, il est demandé au Conseil Municipal :**

- De décider la mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'engagement à entrer dans la démarche d'Ad'AP
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter un ou plusieurs cabinets afin de réaliser les études préliminaires nécessaires ;
- D'inscrire la dépense dans le cadre d'une autorisation de programme selon le plan pluriannuel d'investissement ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation du projet,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18 décembre 2014**